



■ Réunion -Débat du 28 février 2019

Maison de Quartier « Jean Macé »

Démocratie et Citoyenneté

Participants : 40 personnes

■ VIE INSTITUTIONNELLE ET DEMOCRATIQUE

1/ En qui faites-vous confiance pour vous faire représenter ?

- Aux élus locaux
- Aux syndicats

2/En dehors des élus politiques, faut-il donner un rôle plus important aux Associations et aux organisations syndicales et professionnelles ?

- Sans réponse

3/Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?

- Confirmation que le lien entre les citoyens et les élus est coupé en raison d'une mauvaise image véhiculée par les parlementaires et certains ministres (Elus trop « people », bancs des Institutions clairsemés) donc peu de confiance
- Sentiment que les élus sont déconnectés de la réalité
- Constat que bon nombre de concitoyens ignorent le nom des ministres et leurs délégations ministérielles
- Faciliter les contacts avec les élus – renforcer le lien de proximité
- Sentiment que les élus ne représentent plus les électeurs d'où le désintérêt des citoyens pour la politique et l'abstentionnisme au vote

Quid des propositions ?

- Souhait que des « gens du peuple » présentent leurs candidatures (permettre à des professionnels de représenter les citoyens)
- Effectuer un travail de simplification administrative
- Interdire le cumul des mandats

- Rendre « crédible » le vote
- Faciliter l'exercice : professionnalisation de la fonction

4/Le non-cumul des mandats instauré en 2017 pour les parlementaires (députés et sénateurs) est :

- Une bonne chose

Propositions :

- Interdire le cumul des mandats pour les parlementaires (sur les fonctions, dans le temps)
- Imposer un mandat local aux parlementaires afin qu'ils connaissent les réalités du/des territoires
- Nécessité pour les énarques d'effectuer leur stage au sein d'une commune, d'une intercommunalité

5/ Que faut-il faire pour mieux représenter les différentes sensibilités politiques ?

- Harmoniser les moyens de communication (matériel, humain)
- Instaurer la proportionnelle (permet à tout le monde d'être représenté mais instabilité gouvernementale)
- Mandat de 5 ans = trop court

6/ Selon vous, faut-il introduire une dose de proportionnelle pour certaines élections lesquelles ?

- Pour les législatives

7/ Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre de parlementaires (députés + sénateurs = 925) ?

- Non pour les Députés.
- Oui pour le Sénat dont les attributions souvent consultatives, sont peu connues et donc peu admises et comprises.
- Il y aurait lieu de confondre le Sénat avec une autre Institution tel le CESE pour obtenir plus de transparence et d'efficacité ce qui permettrait d'abroger son autonomie et ses privilèges excessifs.

Cela ne ferait qu'accroître le manque de proximité entre les élus parlementaires et les citoyens

Proposition :

- Election des sénateurs au suffrage universel direct

Pensez-vous qu'il serait souhaitable de réduire le nombre d'autres élus ?

- Non – chaque strate a ses propres compétences

8/ Que pensez-vous de la participation des citoyens aux élections et comment les inciter à y participer davantage ?

- Nécessité de remotiver les citoyens
- Faciliter les inscriptions sur les listes électorales
- Faciliter les conditions de vote (possibilité par voie dématérialisée, vote en semaine)
- Inciter le vote : spots publicitaires avant une élection, renforcer l'affichage, messages vocaux par le biais des radios, ...

9/ Faut-il rendre le vote obligatoire ?

- Oui

10/Faut-il prendre en compte le vote blanc ?

- Oui

11/Que faut-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ?

- Au niveau local : existence de commissions spécifiques sur des thématiques particulières ; Souhait d'instaurer ce type de commissions à d'autres échelons
- Augmenter le nombre de commissions au niveau local (budget – sécurité).
- Intégrer un quota de citoyens dans les conseils municipaux (10%) tirés au sort parmi des volontaires qui ne se soient pas portés sur des listes électorales avec les mêmes droits et mêmes devoirs que les conseillers.

12/Faut-il davantage recourir au référendum au niveau national ?

- Non

Utopique (fort absentéisme pour les différentes élections donc pourquoi la participation au référendum serait-elle différente)

Coût certain

Remarque : Sentiment que le référendum est une solution de repli

Faut-il avoir davantage recours au référendum au niveau local ?

- Oui

13/ Faut-il faciliter le déclenchement du référendum d'initiative partagée qui est applicable depuis 2015 ?

- Je ne sais pas

Méconnaissance du dispositif

14/ Faut-il tirer au sort des citoyens non élus pour les associer à la décision publique ?

- Non

15/Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'Etat et les collectivités ?

- Défaut d'information sur ce point. Nécessité d'informer les citoyens au préalable sur le budget de l'Etat et l'affectation des dépenses.

16/ Quel rôle nos assemblées, dont le Sénat et le Conseil économique, social et environnemental, doivent-elles jouer pour représenter nos territoires et la société civile ?

Faut-il les transformer ?

- Renforcer la proximité

▪ VIE CITOYENNE

17/ Diriez-vous que l'application de la laïcité en France est aujourd'hui :

- A améliorer

18/ Que proposez-vous pour renforcer les principes de la laïcité dans le rapport entre l'Etat et les religions de notre Pays ?

- Lutter contre les extrémismes
- Travailler sur la tolérance

19/ Comment garantir le respect par tous de la compréhension réciproque et des valeurs intangibles de la République ?

- Effectuer un travail au niveau des écoles (Education)
- Favoriser la mixité

20/ Que faudrait-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement citoyen dans la Société ?

- Engager des démarches participatives
- Effectuer des « gestes citoyens » (nettoyer devant chez soi, ne pas jeter ses déchets sur la voie publique, ...)
- Investissement des Citoyens dans le bénévolat

21/ Quels sont les comportements civiques qu'il faut promouvoir dans notre vie quotidienne ou collective ?

- Promouvoir la fraternité
- Investissement des Citoyens dans le bénévolat

22/ Que faudrait-il faire pour favoriser le développement de ces comportements civiques et par quels engagements concrets chacun peut-il y participer ?

- Engagement dans le bénévolat
- Récompenser – mettre en valeur les gestes citoyens

23/ Que faudrait-il faire pour valoriser l'engagement citoyen dans les parcours de vie, dans les relations avec l'administration et les pouvoirs publics ?

- Les politiques n'accompagnent pas suffisamment les structures visant à créer du lien social

24/ Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

- Non respect de la personne,
- Non respect de l'autorité,
- Non respect de la propriété d'autrui,
- Non respect des Lois et de la réglementation (code de la route...).

25/ Que peuvent et doivent faire les pouvoirs publics pour répondre aux incivilités ?

Renfort des forces de Police et de sécurité.

26/ Quel pourrait être le rôle de chacun pour faire reculer les incivilités dans la Société ?

- Banalisation des incivilités
- Sensibiliser les jeunes sur les incivilités
- Travaux d'intérêt général pour les commettants
- Davantage d'implication dans des dispositifs du genre « citoyens vigilants ».

27/ Quelles sont les discriminations les plus répandues dont vous êtes témoin ou victime ?

- Intolérance
- Insultes
- Sexisme
- Minorités visées

28/ Que faudrait-il faire pour lutter contre ces discriminations et construire une Société plus solidaire et plus tolérante ?

- Cesser de communiquer/mettre en avant les incivilités commises (ex : incendies de voitures relayés sur les médias)

Remarque : certains partis exploitent la misère des gens

29/Pensez-vous qu'il faille instaurer des contreparties aux différentes allocations de solidarités ?

- Oui sur la base du volontariat (nécessité d'un encadrement)

Remarque : multitude d'aides donc à traiter indifféremment (ex : des médecins)

▪ IMMIGRATION ET INTEGRATION

30/ Que pensez-vous de la situation de l'immigration en France aujourd'hui et de la politique migratoire ? Quels sont, selon vous, les critères à mettre en place pour définir la politique migratoire ?

- Immigration non maîtrisée – problème sanitaire
- Problème devant être réglé à l'échelle Européenne
- Remise à plat des accords du Touquet
- Traiter les migrants comme de vrais Humains
- Traiter individuellement leurs cas en leur permettant de réaliser leurs projets de vie
- Accompagner les Pays pour leur permettre de se développer et apporter les conditions de vie digne à leurs ressortissants

31/ En matière d'immigration, une fois nos obligations d'asile remplies, souhaitez-vous que nous puissions nous fixer des objectifs annuels définis par le Parlement ?

- Non

La France est une terre d'accueil. Mais, l'intégration passe par le travail.

32/ Que proposez-vous afin de répondre à ce défi qui va durer ?

- Appréhender la démarche à l'échelle Européenne

33/ Quelles sont, selon vous, les modalités d'intégration les plus efficaces et les plus justes à mettre en place aujourd'hui dans la Société ?

- Donner du travail
- Véhiculer les valeurs de la République, connaître la langue Française
- Laisser les migrants gagner le pays, le territoire désiré
- Harmonisation des politiques des Etats membres de l'Union Européenne

34/ Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

- Non

Vu, le rapporteur,
M. Jean-Marc RAMEZ,

IMPORTANT : les propos consignés n'engagent en rien le rapporteur.